

## **Avertissement**

La « Lettre d'un démocrate » de Bakounine figure dans les documents publiées sous forme de CDRom par l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam (IISG). La traduction du texte par l'IISG restitue parfois un français extrêmement approximatif. Certaines phrases sont difficilement compréhensibles et ont une syntaxe telle qu'il n'est pas possible de publier ces passages tels quels. Il nous a souvent fallu nous reporter au texte suédois pour vérifier le sens de certains mots ou pour comprendre le sens de certaines phrases : nous avons par conséquent fait du « rewriting », mais limité à ces passages. Nous n'avons pas modifié le texte de la traduction sauf là où cela s'est avéré absolument nécessaire.

Nous avons corrigé les fautes d'orthographe de Bakounine mais nous n'avons pas cru bon de corriger certaines de ses inventions lexicales qui font partie du style particulier du révolutionnaire russe (« blasphémie » au lieu de « blasphème », etc.)

C'est dire que les documents traduits du suédois présentés ici le sont sous notre *seule responsabilité* et n'engagent pas l'IISG.

### **1864. – Lettre d'un démocrate.**

*Aftonbladet*, 28 septembre, 12 et 19 octobre 1864, Stockholm

Traduit par l'IISG et revu par mes soins.

Stockholm, le 28 sept.

#### **I.**

Monsieur le directeur ! Vous souhaitez connaître mon avis à propos de la situation actuelle du parti libéral et démocratique en Europe, ainsi que sa position vis-à-vis de la question scandinave. Mais avant de poursuivre, je voudrais commencer par préciser la différence qu'il convient désormais de faire entre les deux concepts de « libéral » et « démocratique », et de souligner que seul un parti qui est à la fois l'un

et l'autre, peut véritablement représenter l'aspiration progressive et solidaire de l'Europe vers l'émancipation du genre humain. Un parti *exclusivement libéral* n'aime pas la démocratie, et comme sa peur pour elle est plus grande encore que sa haine, un tel parti, paralysé par cette crainte, s'est aujourd'hui pratiquement partout en Europe transformé en un parti de l'immobilisme, mesquin, aveuglé, aux vues étroites, conservateur pour ce qui concerne ses propres intérêts, et s'opposant par conséquent naturellement à l'intérêt général. Ce parti est représenté par la bourgeoisie et par la partie prépondérante de la noblesse européenne, qui ne conservant de noble que le nom, embrasse les intérêts et passions de la bourgeoisie. Le reste de la noblesse, rétrécie, se résume à l'adoration d'un idéal sans vie, et incapable de revivre.

En Prusse, elle se distingue encore aujourd'hui par une arrogance imbécile, tentant ainsi en vain de dissimuler son dénuement moral, intellectuel, politique et économique, et lorsqu'elle décide de manifester son existence à elle-même et au monde, elle jette son gant chevaleresque à la face de l'humanité, de la raison et du droit. En nouveau Josua <sup>1</sup>, elle prétend pouvoir freiner la marche du monde. En Autriche, avec l'aide de l'armée, elle s'est fait une patrie et s'efforce vainement par les soutiens du jésuitisme de prolonger l'existence d'un empire agonisant dans sa décrépitude. En Espagne, elle s'amuse à ressusciter l'Inquisition <sup>2</sup>, et en Italie elle se déshonore par des intrigues autrichiennes et papales. En Belgique, elle s'occupe dans des congrès, comme à Malines, et en France, elle s'abaisse à des enfantillages d'un sentimentalisme relevant à la fois du catholicisme et du bourbonisme. En Angleterre même, ce pays traditionnel de la noblesse libérale et progressiste, on trouve un parti aristocrate incurable qui, se sentant

---

<sup>1</sup> Les Hébreux combattirent à la bataille de Gibéon une alliance de rois Amorites. Joshua demanda à Dieu d'arrêter la course du soleil et de la lune afin qu'il puisse terminer la bataille en plein jour.

<sup>2</sup> Ce n'est pas une formule de style. L'Inquisition fut abolie en Espagne par Napoléon I<sup>er</sup> en 1808, mais rétablie en 1814. La dernière victime de l'Inquisition fut pendue à Valence le 26 juillet 1826. La reine Marie-Christine l'abolit définitivement en 1834, mais l'un des effets « collatéraux » de l'Inquisition, la notion de « limpieza de sangre » (pureté du sang) datant du XV<sup>e</sup> siècle, et qui interdisait les fonctions publiques aux convertis, ne le fut que le 13 mai 1865. Au Portugal, l'Inquisition fut abolie en 1835. En France l'Inquisition disparaît progressivement à partir du XV<sup>e</sup> siècle mais le dernier inquisiteur meurt en 1703.

débordé par le mouvement d'accélération des idées modernes, s'entête, avec conviction plus brave que sage, à ne pas lâcher un pouce de terrain, et se demande déjà si leurs ancêtres avaient eu raison d'abandonner le havre rassurant de l'absolutisme pour se lancer dans la mer déchaînée de la liberté. Au Danemark, elle fait dans le patriotisme allemand, et en Suède – mais vous savez mieux que moi, ce qu'elle voudrait, mais n'ose pas, faire en Suède.

Ainsi, on voit cette partie aristocratique de la noblesse européenne dégénérée, faible, visiblement sans soutien de l'intelligence, et s'étendant de jour en jour, paralysée par une vanité ridicule et un égoïsme stérile, se rapprocher à grands pas de l'idéal de Don Quichotte, ou plutôt de celui de Don Ranudo de Colibrados<sup>3</sup>. Toute la partie restante, c'est-à-dire la grande majorité de la noblesse dans presque tous les pays, s'est confondue et devient chaque jour plus confondue avec la bourgeoisie. La domination de la bourgeoisie, qui fut introduite en 1830 en France à l'occasion de la révolution de juillet, est désormais devenue omnipotente en Europe. C'est elle qui de nos jours représente le libéralisme pur, libre de toute adjonction tant aristocratique que démocratique.

A notre époque, le libéralisme est devenu parfaitement pacifique en matière intérieure comme en matière extérieure. Il revendique la paix quel qu'en soit le prix et proclame haut et fort le principe suivant : « Chacun en soi, chacun pour soi, et Dieu – s'il existe, car là il reste hésitant – pour tous. » Mais l'école libérale n'a pas toujours été ainsi. Elle aussi a connu son âge héroïque. C'est au cours des années 1815 à 1830, après les grandes guerres napoléoniennes, alors que les souverains d'Europe tentèrent pour la dernière fois sérieusement d'y rétablir le droit divin, la suprématie des privilèges et le pouvoir de l'Eglise.

Mais la bourgeoisie qui se vit détournée<sup>4</sup> du trône du fait de la réaction du clergé et de l'aristocratie et menacée dans les fondements mêmes de son existence, n'a alors reculé ni devant les bouleversements

---

<sup>3</sup> *Don Ranudo de Colibrados*, pièce de l'auteur danois Ludvig Holberg (1684-1754). Par orgueil de caste, un Grand d'Espagne désargenté tente d'empêcher le mariage de sa fille avec un jeune homme de petite noblesse, mais riche.

<sup>4</sup> « Dépouillée » ? « Men bourgeoisien, som såg sig stött från tronen genom den klerikala och aristokratiska reaktionen och hotad i sjelfva grundvalarne af sin tillvaro, ryggade då ej tillbaka hvarken för yttre omstörtningar eller för inre revolutioner. »

externes, ni devant les révolutions internes. Elle a proclamé elle-même la solidarité des peuples et a tendu la main aux mouvements révolutionnaires en Italie, en Espagne et en Grèce. Elle n'avait alors aucune crainte d'agiter les masses, car elle en avait besoin pour renverser les trônes légitimes et l'ancien régime nouvellement rétabli. Elle s'est lancée dans les complots et y a si bien réussi, que la clé de voûte de la réaction européenne, le trône des Bourbons a un beau jour disparu à la grande surprise des rois qui avaient sérieusement commencé à croire qu'il était éternel.

Mais les peuples furent encore plus étonnés lorsqu'ils virent, le lendemain de la victoire, la bourgeoisie retourner tranquillement à ses affaires, sans se préoccuper le moins du monde de la mise en œuvre de ses nobles idées, au nom desquelles la révolution avait été entreprise, ni des autres peuples, qui avaient été moins heureux dans leur combat contre leurs oppresseurs. Cette surprise s'est ensuite transformée en indignation, lorsque la bourgeoisie oubliant les belles paroles qu'elle venait de tenir, s'est retournée avec détermination contre ses amis de la veille et a déclaré la guerre à la démocratie. « Tout par le peuple, rien pour le peuple. » Telle était et telle est encore la devise, dont la première proposition est légèrement hypocrite, mais dont la deuxième en revanche est tout à fait sincère.

L'étonnement et l'indignation des démocrates étaient naturelles mais illégitime, à tout le moins si leurs reproches étaient dirigés non pas contre tel ou tel individu en particulier, qui leur aurait fait de fausses promesses, mais contre la bourgeoisie dans son ensemble. Les sentiments nobles, le dévouement, le renoncement, l'abnégation, sont choses admirables, mais dans la société des hommes, elles ne peuvent constituer que l'exception, jamais la règle. La règle est que tout ce qui existe, bien ou mal, juste ou injuste, tend à subsister, et que toute corporation politique et sociale organisée doit nécessairement suivre les lois auxquelles elles appartiennent par essence. Et puisque les intérêts de la bourgeoisie se trouvent en contradiction avec celles de la démocratie, il fallait s'attendre à ce que l'une rentre en collision avec l'autre.

Nulle part cette collision ne s'est produite aussi ouvertement qu'en France, et cela était assez naturel, vu que nulle part ailleurs la question du *travail* et du *capital* n'a été formulée avec autant de clarté. Partout ailleurs, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et, comme je l'ima-

gine, également en Suède, ils ont encore à se battre contre un troisième ennemi, les *privilèges*<sup>5</sup>, représentés par la noblesse et le clergé, et il est naturel que cet ennemi s'y trouve, les deux autres, démocratie et bourgeoisie, oubliant ou remettant à plus tard leurs dissensions internes, s'unissent contre l'adversaire commun. Nous en voyons une preuve en Angleterre, où le libéralisme bourgeois de Manchester tend la main aux syndicats d'ouvriers démocratiques de Rochdale, et où les périls relatifs aux questions économiques comme à la question sociale ne sont pas moins connus. En France, par contre, le privilège n'existe plus ; seuls subsistent le capital et le travail, la bourgeoisie et la démocratie. Il était donc tout à fait normal qu'elles rentrent en conflit, puisque leurs intérêts étaient contradictoires.

L'intérêt de la bourgeoisie était donc de maintenir ses positions acquises, non seulement vis-à-vis des ennemis des sommets, mais aussi et plus encore par rapport aux ennemis d'en bas. En effet, les premiers ne suscitaient plus de crainte, car il était établi qu'ils avaient perdu la partie. Mais les masses ouvrières, et parmi elles l'armée populaire française en ordre de bataille, menaçait la paix des bourgeois par un grand péril. Malgré le pouvoir impérial, malgré les Bourbons, ils n'avaient pas perdu les traditions de 1791. Ils s'étaient faits à cette idée et attendaient la mise en œuvre du programme révolutionnaire : « Liberté, égalité, justice ».

Dans un premier temps, ils comprirent instinctivement quelque chose que les bourgeois oublieront assez vite : *la solidarité des peuples dans la liberté comme dans la servitude*. Ils comprirent – et les événements qui se succédèrent en Europe de 1830 à nos jours leur ont donné raison – ils surent, que même en France, la liberté ne pourrait se maintenir si elle ne remportait pas de victoires hors de France, moyennant quoi ils exigèrent à hauts cris que l'on se hâte d'aider la Pologne et l'Italie, et que l'on engage une guerre générale, la grande guerre, la guerre sainte pour l'émancipation de l'homme. Les travailleurs, qui parlaient du grand principe révolutionnaire que le monde peut être sauvé par la liberté avaient raison. Mais les bourgeois, qui justement étaient tout le contraire de révolutionnaires, et n'avaient

---

<sup>5</sup> Peu après le départ de Bakounine, le roi de Suède Charles XV mit en place en 1865 un régime constitutionnel et, l'année suivante, il fit perdre à la noblesse ses privilèges législatifs au Riksdag, où des sièges leur étaient jusqu'alors réservés.

jamais sérieusement désiré ou pu désirer la liberté pour le monde entier, puisqu'une telle chose signifierait un bouleversement, sinon de leurs droits, du moins de leur position et de leur influence exclusive, et qui, si seulement leurs vanité n'est jamais blessée par la présence d'une classe sociale supérieure, se contentent et se contenteront toujours d'une liberté « raisonnable », correspondant plus à leur étrange tempérament que la grande liberté, et pour eux tellement plus favorable puisqu'elle permet et suppose la présence d'un pouvoir gouvernemental fort, capable de maîtriser les masses.

Les bourgeois avaient donc entièrement raison, puisqu'ils ne voulaient pas faire l'expérience d'une telle guerre. Une guerre généralisée. En effet, une telle guerre signifie le coup de grâce pour toutes les affaires, pour le commerce, l'industrie, les banques ! Cela signifie la famine pour les populations et la ruine pour la bourgeoisie ! Tel est le sombre tableau suggéré dans l'imagination de tout bon bourgeois effrayé à la seule pensée d'une telle guerre. Il est néanmoins probable que la frayeur ait pour effet de noircir un peu le tableau. Nous avons tous été témoins de la révolution de 1848. Elle fut épouvantable ; elle a secoué dans ses fondements la France, l'Allemagne, l'Italie, toute l'Autriche, et pourtant nulle part on n'a prédit ni la ruine générale, ni une quelconque famine. Même au cours des années terribles de révolution, en 1789 et 1793, les affaires ne se sont jamais complètement arrêtées, et elles ont fleuri en plein milieu des grandes guerres qui les ont suivies. Même de nos jours, en Amérique du Nord, on voit les affaires fleurir au milieu d'un combat gigantesque <sup>6</sup>.

Croyez-vous qu'en ce moment même, dans la malheureuse Pologne, écrasée, accablée sous les abominations qui appartiennent à la réaction impériale russe, les affaires se sont tant soit peu arrêtées ? Pas le moins du monde ! Que la Pologne recouvre seulement la liberté, et vous verriez qu'en quelques années elle deviendrait plus riche que jamais. La raison en est, qu'à l'intérieur de chaque société organisée et consolidée par le temps, il existe un potentiel de vie et de grandes réserves de force qui s'épanouissent dans les grandes occasions et qui sont capables de résister contre les dangers les plus épouvantables. En effet, il existe à l'intérieur de l'industrie humaine une richesse de solutions qu'aucune

---

<sup>6</sup> La guerre de Sécession dura de 1861 à 1865.

secousse politique et sociale n'est en mesure d'épuiser, et une énergie à la fois élastique et endurente qu'aucune tempête ne peut rompre. J'ajouterais une remarque, qui est fréquemment faite par les chroniqueurs de l'économie sociale, celle, précisément, selon laquelle les révolutions et les grandes guerres, loin d'amoinrir la fortune nationale, contribuent à la développer, et cela pour une raison assez simple : Qu'est-ce qui produit la richesse ? C'est le génie de l'homme et son travail. Dans les temps ordinaires, l'homme, bercé par la certitude d'un gain modéré mais certain, se laisse naturellement aller à la routine et au plaisir de la paresse.

*L'activité de l'homme peut trop facilement se relâcher  
Il peut alors trouver son plaisir dans la tranquillité absolue  
C'est pourquoi je lui donne volontiers un compagnon  
Qui voyage, qui agit et s'agite comme un diable.*

Ainsi s'adresse un grand connaisseur du cœur humain à Méphisto-phélès dans le Faust de Goethe. Pour échapper à la routine, il faut créer. Le fait de créer est indubitablement la plus grande joie et la plus belle victoire qui soit donnée à la jouissance de l'homme ; mais c'est simultanément l'effort extrême de l'intelligence et, considérée en tant que tel, une souffrance – c'est un bonheur obtenu au prix de force souffrance. La création exige donc un esprit fort, une grande inspiration, et l'association de la capacité avec une puissante nécessité. C'est pourquoi il y a si peu de création dans le monde et que tant de capacités créatrices demeurent engourdies par manque de nécessité, susceptible de les stimuler. Soit, pendant les périodes de révolution et de guerre, il n'y a jamais de carence en excitant, et tout comme l'énergie de l'intelligence, de la volonté et du travail de l'homme croît à la même mesure que les obstacles et dangers qu'elle doit combattre, le surplus de cette intelligence et de cette volonté produit fréquemment plus de richesses que les révolutions et guerres n'en peuvent détruire. Celles-ci ne seront donc jamais la cause de l'appauvrissement de la société humaine, c'est au contraire la servitude, c'est le despotisme qui tue les génies et les volontés. C'est en outre cette paix affectée, si pleine d'indolence et de déplaisir, cette rigidité morale et l'autosatisfaction si chère à la bourgeoisie, qui plonge l'énergie de l'homme dans le sommeil, et qui, à la

longue, pourrait fort, à force de sommeil, le tuer. Si l'on laissait tout à fait libre cours à la bourgeoisie, elle ruinerait la société par une paix obtenue à n'importe quel prix.

Fort bien, pour autant la bourgeoisie française a eu raison de ne pas souhaiter une guerre générale. Tout d'abord, une telle guerre aurait troublé leur paix, leur chère, paresseuse routine, la confortable indolence de leurs esprits ; ils auraient été obligés d'inventer, de devenir des hommes de génie. En outre, la guerre – en supposant qu'elle ait libéré les gens, en les débarrassant de ce secret et profond déplaisir qui ronge la société européenne depuis les funestes traités de l'année 1815 ; si elle avait donné une nouvelle impulsion créatrice aux peuples, et de ce fait aussi à leur industrie et commerce, ce qui à la longue aurait également contribué à augmenter la richesse de toutes les nations, la française ne faisant pas exception – n'en aurait pas moins, dans un premier temps, occasionné une stagnation dans toutes les affaires et une terrible crise du commerce.

Combien de banqueroutes, combien d'accidents particuliers en auraient résulté. La ruine certaine pour nombre de familles ! Tout cela a certes de quoi paralyser le courage du plus brave des bourgeois. Ceci est une règle générale, et désormais sans exception, applicable à l'ensemble de la bourgeoisie de l'Europe. Partout et toujours, lorsqu'elle a à choisir entre une paix honteuse et une guerre, poussée par le devoir et la gloire, entre la paix et la liberté, entre la paix et les devoirs de l'humanité, et même entre la paix et l'avenir de la patrie – elle choisit *toujours* la paix. Et ce n'est pas aujourd'hui, en cette année 1864, après tout ce que nous avons vu dans les catastrophes polonaise et danoise, qu'on saurait contester cela – pas même en Suède. Et l'on ne peut pas en rendre responsable la bourgeoisie. Lorsqu'elle agit de la sorte, elle ne fait que suivre les lois qui appartiennent à sa nature. Mais il faut néanmoins en déduire, que l'on ne doit jamais trop compter sur elle lorsqu'une question est soulevée qui regarde l'intérêt général de l'Europe.

Et tout cela n'aurait aucune signification si à son manque de nobles sympathies elle substituait une clairvoyance intelligente. Mais la situation est telle, qu'elle n'est pas le moins du monde clairvoyante. Le défaut profond de la bourgeoisie en matière politique réside dans une prudence poussée jusqu'à la pusillanimité, or on sait que la peur

n'aiguisè guère l'entendement. L'occupation permanente et toujours fébrile aux affaires ne lui laisse aucun temps pour étudier les grandes questions de la politique, et elle s'emploie tant aux préoccupations et soucis du quotidien, que l'avenir est pour elle un livre cacheté. Elle ne comprend guère la logique des choses, et même si un sacrifice significatif ou une action courageuse, accomplis aujourd'hui, lui épargnerait un grand malheur demain, on pourrait parier à dix contre un qu'elle ne consentirait ni à un tel sacrifice, ni à une telle action courageuse. En un mot, son manque de prévoyance est dans la plupart des cas si grand, elle est au fond de son cœur si déterminée à maintenir la paix, quel qu'en soit le prix, que lorsque des circonstances contraignantes, que même les concessions les plus déshonorantes ne sauraient toujours conjurer, rendent la guerre inévitable, une telle guerre la trouvera toujours désarmée. Et c'est pourquoi un pays ne court jamais de risques aussi grands que lorsque ses destinées sont exclusivement menées par la bourgeoisie. Nous en voyons de nos jours le témoignage aux Etats-Unis d'Amérique.

Mais si cette bourgeoisie française en 1830, et par la suite, a refusé de se lancer en guerre pour l'émancipation du peuple, on ne saurait pour autant dire qu'elle a entièrement manqué de prévoyance. C'était au lendemain de sa victoire, après un combat mémorable, dans lequel elle avait employé force intelligence. Elle était alors pleine de la vie de la bataille, et sa force morale n'avait pas encore, comme cela fut le cas depuis, été paralysée sous la calme jouissance de son triomphe et ses privilèges. La bourgeoisie française avait eu raison. Un instinct sûr et une familiarité des plus intimes avec les partis révolutionnaires dans les autres pays, avec lesquels elle avait conspiré pendant plus de dix ans, l'ont avertie des périls découlant du réveil d'une guerre générale susceptible, dans le reste de l'Europe, et en conséquence également en France, d'amener à un bouleversement dépassant celui survenu en 1793. L'intérêt de la bourgeoisie était de calmer, et non de stimuler par l'exemple de l'Europe les passions justes, nobles, mais dangereuses des ouvriers français. Elle les connaissait assez bien, puisqu'elle avait en leur compagnie conspiré contre les Bourbons, contre la noblesse et contre les curés pendant plus de dix ans. Elle savait que les ouvriers français étaient demeurés fidèles à la bannière de 1791, et que les mots

de « liberté » et « égalité » avaient une signification bien plus large et sérieuse que pour elle-même.

L'égalité, telle qu'elle est perçue par la bourgeoisie, consiste, sous la persistance des inégalités de rang social, dans la toujours fictive égalité de tous devant la loi, et dans la liberté de jouir pour ceux qui possèdent, de travailler, si travail il y a, et autrement, de mourir de faim pour ceux qui ne possèdent rien. En France, elle résidait pour le nombre relativement faible de ceux qui payaient 300 francs et au-delà en impôts directs (pour une population de 30 millions d'habitants, le nombre d'électeurs n'a jamais dépassé 300.000 sous Louis-Philippe) dans le droit pour un homme français sur 30 de désigner des législateurs, et pour le nombre encore plus faible de ceux payant 1.000 francs au titre du même impôt, dans le droit de définir les lois pour l'ensemble du pays. Elle résidait dans le droit, pour les riches de saisir, et pour les pauvres de se faire saisir à volonté – un privilège incommensurable, une injustice incommensurable, qui en l'espace d'un peu moins de 20 [ans] aura mis fin, en France, tant à la dynastie d'Orléans qu'au pouvoir de la bourgeoisie.

Cela permet de comprendre, comment, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, en matière de guerre comme de paix, ainsi que dans celles touchant à l'organisation politique et sociale, la sage et paisible bourgeoisie peut parfois être anéantie, précisément en raison d'un excès de prudence.

## II.

M. le rédacteur ! En prenant la plume pour écrire cette deuxième lettre je me trouve dans un grand embarras. Je me suis proposé de caractériser et d'expliquer aussi bien que je le sais, la position des différents partis Européens vis-à-vis de la question scandinave. À cette fin, ce fut pour moi un devoir indispensable de commencer par la recherche scrupuleuse de la nature particulière de chaque parti. Mais lorsque ceux-ci se découvrent seulement par l'exposition historique de leurs programmes, leurs intérêts et leurs positions particulières, je me sens obligé de commencer par un essai, une esquisse historique des dernières trente années, qui ont fait de l'Europe ce qu'elle est à l'heure actuelle, qui par là-même préparait l'avenir grand et mystérieux auquel notre indiscretion veut ôter le voile, mais dont en même temps nous craignons de faire la connaissance.

Et bien, Monsieur, lorsqu'il s'agit seulement de parler du programme du parti libéral-constitutionnel de la classe moyenne, je ne trouve pas de difficultés. Chacun connaît la nature modérée et paisible de cette classe sociale honorable ; chacun sait qu'il n'y a rien dans ses idées, qui pourrait électrifier les masses, rien qui enflammerait une conflagration de l'univers. Mais alors ma situation est différente. Aujourd'hui je vais parler du programme de la démocratie européenne, et je crains que quelques paroles, quelques vérités ne heurtent les oreilles d'une partie de vos lecteurs – de ceux qui se sont contentés des avantages, de la richesse et des distinctions sociales. Je vous assure, Monsieur, que je désire satisfaire tous vos lecteurs – mais que faire, pour ne pas blesser leurs oreilles sensibles ? Est-ce que je peux, à cause d'eux, altérer la condition réelle des choses, altérer le sens de l'histoire ? Lorsque je me prononçais sur les classes privilégiées, noblesse et bourgeoisie, je me trouvais forcé de remarquer que ces classes honorables croient identifier, mesurer leurs plaisirs, mesurer la liberté et les droits qu'ils possèdent, d'autant plus grands devant ceux qui en sont privés, et alors je ne peux, pour rester toujours fidèle à la vérité, éviter de dire qu'au contraire, la démocratie demande la liberté, la justice et la légalité<sup>7</sup> pour tous.

Monsieur le rédacteur ! Je suis de l'avis que les théologiens conséquents et zélés de toutes les confessions chrétiennes avaient et ont de nos jours tout à fait raison, lorsqu'ils fulminent leurs excommunications sacrées contre les principes d'égalité et de fraternité de la révolution française. Alors qui sait en fait l'essentiel de la doctrine chrétienne<sup>8</sup> ? C'est sans doute l'égalité de tous les hommes mais non envers les hommes, seulement envers Dieu, c'est en outre l'immortalité de toutes les âmes et par conséquence leur valeur, c'est la rédemption, leur béatitude mais pas sur cette terre, mais seulement au ciel. Et cette terre qui est encore accablée par le poids de la damnation divine qui la frappait, elle est la patrie, non de la justice, de la liberté et de la joie, mais seulement de la pénitence, de la contrition, de la souffrance, de la détresse, des épreuves.

---

<sup>7</sup> Le texte suédois dit : « égalité ». Plus précisément « jemlikhet », égalité permanente.

<sup>8</sup> « Alors, qu'est-ce qui fait l'essentiel de la doctrine chrétienne ? »

« Bénis soient ceux qui sont humiliés, opprimés, et qui portent leur misère et leur honte avec soumission sacrée, car ils vont acquérir les trésors célestes et seront admis au royaume de Dieu. » C'est ce que nos pères spirituels nous répètent jour après jour. Il est vrai qu'ils feraient encore mieux de proclamer leurs doctrines un peu plus souvent par leurs exemples, mais en tout cas, faute d'actions, soyons d'accord pour leur être reconnaissants de leurs belles paroles. Et ils montrent avec logique que, comme la terre reste seulement la demeure des peines et des épreuves, ce serait par là une folie et un crime de l'homme, une blasphémie et une révolte contre Dieu de chercher ici-bas la justice, la liberté, la légalité, le bonheur – en un mot, la réalisation de la destinée de l'homme, que l'homme ne peut ni doit « *fare da se* », que tout ce que l'on appelle l'intelligence humaine, la vertu humaine, la force humaine et la valeur humaine, est une misère aux yeux de Dieu, rien qu'une inspiration de l'arrogance satanique et le chemin le plus sûr vers la perdition, que l'homme étant déchu de son état originel d'innocence par une action malheureuse de désobéissance, qui en même temps fut la cause du monde humain, aurait été abandonné à la domination des ténèbres éternelles, s'il n'avait pas miraculeusement été sauvé par le mystère divin et affreux du divin sacrifice, et que cette rédemption divine même ne nous donne pas encore la béatitude, mais seulement la chance de la rédemption, qu'il faut à chaque homme qui voit le jour, être libéré par le bain du baptême des impuretés innées, et que le diable, pour un moment battu par terre, mais se relevant tout à l'heure, recommence immédiatement dans l'intérieur même de l'homme sa lutte éternelle contre Dieu, une lutte qui serait pour lui mortelle s'il n'était pas soutenu <sup>9</sup> à chaque instant par la Grâce divine.

Mais comment mériter cette grâce ? Ici les deux confessions se séparent, la catholique et la protestante, qui jusque-là se donnaient la main. La doctrine catholique insiste que la grâce a choisi son domicile exclusivement dans l'église catholique romaine, qui à perpétuité reçoit les inspirations du Saint Esprit et reste le seul représentant de Dieu sur la terre, le médiateur entre l'homme et lui. Elle seule est capable de soutenir l'homme dans ses luttes quotidiennes contre les tentations du diable. On ne mérite la rédemption que sous condition de lui rester

---

<sup>9</sup> Texte suédois : *understöd*. La traduction de l'IISG dit : « supporté ».

soumis<sup>10</sup> et obéissant. Le membre obéissant et dévot des grands troupeaux doit, de l'heure de sa naissance jusqu'à son dernier soupir, toujours se laisser conduire et diriger par les prêtres, les porte-voix de Dieu, les envoyés ordonnés sur terre – il est facile de tirer les conséquences politiques et sociales de ce système religieux.

En outre, l'histoire a complètement développé la conséquence – c'est l'autorité absolue et divine en premier lieu de l'Eglise, en second des rois, ses fils premiers-nés, ensuite les classes nobles, ses filles mineures privilégiées, des ministres, des chefs militaires et civils, des magistrats, des policiers, des espions, des geôliers, des bourreaux – tous ensemble les représentants du pouvoir royal et de *l'ordre présent*, qui, on le sait bien, vient de Dieu.

C'est la doctrine catholique sur le point de vue politique, et si de nos jours l'Eglise catholique semble parfois très prête à traiter avec le libéralisme moderne, même à se réconcilier avec la république de 1848, ce n'est qu'une duperie sacrée, une souplesse prudente et inévitable pour le cas où le diable – pardon si je me trompe – une concession, je veux dire, à cet esprit du temps malheureux, qu'il faut assoupir par des flatteries pour le reconduire peu à peu sous le joug salutaire des autorités cléricales et royales.

La théologie protestante montre un autre chemin à la rédemption. Elle se révolta contre l'autorité de l'Eglise, qu'elle caractérisait comme une usurpation et un sacrilège, et en déclarant, que la cause de la béatitude est une cause tout à fait intérieure, qui ne peut, qui ne doit pas être traitée autrement que dans la profondeur la plus secrète de la conscience individuelle, entre l'homme seul et Dieu, sans autre médiateur que le Christ qui, quoique invisible, se trouve toujours présent parmi nous, elle bouleversait tout à fait l'édifice majestueux de l'omnipotence cléricale romaine, et sembla pour un instant vouloir préparer le même sort à tous les royaumes de l'Europe. De cette première impulsion, les institutions libres en Hollande, en Suisse, en Angleterre et aux Etats-Unis virent le jour. Pourquoi s'arrêta-t-elle sur un chemin aussi bon ? C'est pourquoi la doctrine protestante dans le fond même n'est point révolutionnaire. La doctrine protestante, elle aussi, reste ennemie de la liberté et prête serment à la puissance : ses

---

<sup>10</sup> Texte suédois : *undergifven*. La traduction de l'IISG dit : « sujet ».

premières révoltes prenaient leur source moins dans son esprit que dans le développement historique. Souvenons-nous que Luther et le doux Melancthon <sup>11</sup> lancèrent leurs anathèmes et incitèrent avec assez de zèle passionné les princes et la noblesse de l'Allemagne contre les pauvres paysans, qui se révoltaient au nom de la liberté.

La liberté repose dans la valeur de l'homme, dans sa capacité de parvenir à la vérité par son intelligence, par sa propre conscience, à l'intelligence du juste, par sa force morale du bien ; mais toutes ses conclusions sont diamétralement opposées à la théologie chrétienne ; et chaque protestant qui prend au sérieux la doctrine de la chute humaine, de la réconciliation par le mystère divin du Christ, de la nécessité absolue de la grâce, doit comme les catholiques abhorrer tout ce qu'il y a de purement humain dans l'homme. Toute théologie est basée sur le mépris de l'homme. L'homme n'est rien, moins que rien, il est tel un vaisseau du mensonge, du péché et de la misère et ne peut changer que par la Grâce et Dieu. Et c'est pourquoi hors de cette grâce, ses efforts les plus distingués, purs, nobles, les plus intelligents, les plus hauts, contribuent, loin de la rédempter, seulement à sa perte, parce qu'ils remplissent son cœur d'arrogance et ses pensées de chimères ; ainsi l'homme le plus détestable et vilain à en juger humainement, deviendra le plus sain, si seulement la grâce le choisit, et émeut son cœur.

La grâce dédaigne ceux qui sont fiers et se fient à leurs propres forces, mais elle va chercher les humbles et les faibles. Par suite, plus l'homme devient conscient de la dignité de l'homme et de sa force, plus il s'éloigne – mais plus il se méprise, plus il s'approche de la Grâce divine. Mais qui se méprise lui-même, méprise les autres. Regardez l'égalité comme les théologiens la comprennent : il n'y a que l'égalité du péché et de la misère sans aucune différence ; quant aux quelques élus, ce sont ceux qui sont touchés et justifiés par la grâce. Et comment croyez-vous qu'une telle égalité va s'ensuivre ? – la liberté qui vit dans et par l'estime mutuelle et l'estime de l'homme pour lui-même ?

Les prêtres, les catholiques ainsi que les protestants, sont affreux envers cette pauvre humanité. Avez-vous remarqué, Monsieur, avec quel empressement inquiet ils prennent les bourreaux sous leur protec-

---

<sup>11</sup> Philippe Melancthon (1497-1560), humaniste et réformateur religieux allemand, disciple de Luther et auteur de la Confession d'Augsbourg. Bakounine fait presque systématiquement précéder le nom de Melancthon de l'adjectif « doux ».

tion ? Avez-vous vu que partout – je ne sais pas, si même en Suède – que partout où l'on propose l'abolition de la peine capitale, les prêtres catholiques et protestants s'y opposent en première ligne ? On s'en est beaucoup étonné et affligé et quand même, il faut avouer, qu'ils ont mille fois raison : en sacrifiant un homme sur la terre, ils lui garantissent la félicité au ciel, et en tous cas la mort, de toutes les pénitences, quoique ce soit la plus affreuse, en tout cas la dernière. N'avez-vous pas observé, comment dans la question du pouvoir séculaire du Pape la majorité du clergé protestant prit le parti de Rome, et comment à l'instant présent la même majorité de tous les pays soutient les mesures les plus conservatrices et réactionnaires ? Et bien, tout va s'expliquer à mon avis d'une manière aussi naturelle que résultant des principes fondamentaux de la religion chrétienne, c'est-à-dire que cette terre doit être pour les hommes non pas le domicile de la joie, de la valeur humaine reconnue, mais la demeure de la tristesse, de l'humiliation, de la peine.

La révolution proclame le contraire. Comment attendre qu'elle ne fût pas bannie à la fois par la théologie catholique et protestante ?

La révolution a proclamé que pour la rédemption de l'homme, il ne faut ni médiation <sup>12</sup> ni grâce divine et immédiate, que son intelligence sous la forme tripartite de sentiment, imagination créatrice et raison pure, lui suffit pour gagner pas à pas la vérité, que sa propre conscience crée les lois secrètes du droit ; et qu'il lui suffit de son énergie morale, de sa volonté pour faire le bien.

Les idées de la révolution ne prétendent pas que l'homme soit toujours raisonnable et bon. Elle reconnaît et déplore la part considérable que les instincts bestiaux, la faiblesse de la volonté, le mensonge et la déraison jouent à la nature humaine. Mais elle pense que, indépendamment de toute influence miraculeuse de la part de Dieu, se trouve dans l'homme même une énergie, une force intérieure invisible : sa propre intelligence et sa propre conscience qui à travers les générations et les siècles le firent avancer vers le vrai, le juste et le bon, et que pour dépêcher la marche triomphale de l'humanité vers son terme, il ne faut lui concéder abondamment que liberté et égalité.

---

<sup>12</sup> Texte suédois : *bemedling*. La traduction de l'IISG dit : « méditation ».

Ce point de vue se distingue fortement de celui des théologiens en ceci que ces derniers restent convaincus qu'au fond l'homme est corrompu et mauvais, le déclarent impuissant à se guider et à se gouverner lui-même, incapable de profiter de la liberté qui immanquablement le conduit à la perte. Dans l'enfance – disent-ils – il faut à l'homme pas encore développé recevoir la discipline nécessaire par une éducation religieuse conséquente, qui sera en état de briser sa force naturelle, son esprit de révolte et de conduire son arrogance sous le joug de l'autorité. Et à l'âge mûr il lui faut, pour avancer vers son terme, qui est exclusivement la béatitude, y être forcé continuellement par une *autorité ordonnante* extérieure, pleine de puissance et de sainteté. L'opinion révolutionnaire demande au contraire que l'homme ne puisse devenir moral, noble, vraiment humain que par la liberté seule. Elle reconnaît aussi la nécessité d'une éducation préparatoire, éducation tout à fait humaine, virile et vigoureuse, non fondée sur la soumission de l'intelligence et de la volonté sous le joug d'une autorité sacrée, mais sur un développement successif des dispositions morales de l'enfant et de la raison humaine, de la religion, de la justice, des lois, du travail, du respect mutuel et de la dignité personnelle.

En un mot : ce qu'elle veut dire par éducation, c'est de familiariser peu à peu l'enfant et l'adolescent avec la liberté. Elle impute la plus grande part des vices et de la déraison qui encore oppriment le genre humain même dans les pays les plus civilisés justement à cette éducation que l'homme a subie du début des siècles jusqu'à nos jours, c'est-à-dire cette puissance extérieure fondée sur l'autorité divine, qui – dit-elle – au lieu de le perfectionner moralement, au contraire le corrompt en détruisant systématiquement par *le joug de l'autorité* sa force intellectuelle et morale, sa dignité. Cette même opinion voit une autre cause dans l'inégalité épouvantable qui règne en général dans le monde de nos jours et qui – en réservant les droits, la justice, la liberté, en un mot l'ensemble des avantages de la vie sociale et tous les plaisirs, aussi bien matériels qu'intellectuels et moraux à un nombre très insignifiant de personnes privilégiées – condamne des centaines de millions d'êtres humains à une existence déshonorable par l'anathème divin, éternellement enchaîné aux fers de la misère et des ténèbres. Contre ces malheurs affreux, contre cette humiliation profonde de l'humanité dans la vie sociale contemporaine, cette opinion ne connaît

qu'un seul remède : *la liberté*. Elle veut que quiconque voit le jour, ait une chance certaine de se développer en un homme véritable, c'est pourquoi elle proclame *la liberté pour tous et pour tous justice et égalité*.

### III.

Je crois avoir prouvé dans ma seconde lettre que les théologiens ont grandement raison de ne point aimer le principe de la Révolution. Dois-je prouver maintenant que les classes privilégiées ont raison de le détester ? – Mais ne médions pas trop de ces classes. Reconnaissons plutôt que chacune, dans son temps a bien servi l'humanité. Ne fut-ce pas la noblesse qui jeta en Europe les premiers fondements de la liberté ? – d'une liberté fort restreinte, il est vrai, rétrécie, appauvrie, déshonorée par le privilège et qui le plus souvent rejetait de son sein et les masses populaires et la classe bourgeoise, mais qui tout de même fit éclore en Europe les premiers mouvements d'une indépendance vis-à-vis du pouvoir absolu et le sentiment de la dignité personnelle. La noblesse anglaise n'a-t-elle pas créé cette vieille constitution qui honora si longtemps le sol britannique, cette *Magna Charta*, à laquelle elle fit même généreusement participer les bourgeois ? – Ne fut-ce pas encore la noblesse qui au XVI<sup>e</sup> siècle se déclara dans une grande partie de l'Europe le champion de la grande réforme religieuse.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la noblesse française ne prit-elle pas sous sa protection ces idées philosophiques et humanitaires qui devaient transformer le monde ? Et lorsque plus tard, il fallut passer des paroles aux actes, ne fut-ce pas elle encore qui, dans la nuit mémorable du 4 août 1789, déchira de ses propres mains tous ses parchemins nobiliaires et sacrifia ses privilèges sur l'autel de la liberté ? Enfin, – comme si le génie de l'histoire, avant d'emporter pour toujours cette classe jadis si fière, si puissante et qui s'en va partout mourante aujourd'hui, avait voulu encore une fois nous montrer toutes les magnificences et toutes les grandeurs dont elle avait été jadis capable, – n'avons-nous pas vu récemment la noblesse polonaise, « cette dernière fleur vivante sur la croix catholique », comme l'a si bien appelé le publiciste russe, Aleksandr Herzen, – ne l'avons-nous pas vue, ne la voyons-nous pas encore, aujourd'hui sacrifier tout ce qui est cher à l'homme pour sauver la patrie, et surpasser tout ce que les âges passés

et présents ont connu en dévouement, en héroïsme et en grandeur... Hélas ! ce sont les derniers adieux d'une classe qui ne revivra jamais plus. Paix aux mourants ! honneur aux héros ! Et la bourgeoisie ! – Qui créa la civilisation moderne, si ce ne fut elle ? Les sciences, les arts, l'industrie qui transforme et qui humanise en quelque sorte toute la surface du globe terrestre, le commerce qui unifie les nations, et enfin les idées qui émancipent l'homme sur la terre, – tout est sorti d'elle. Qui fut le premier lutteur de la démocratie en Europe, qui brisa l'étroite prison dans laquelle la caste nobiliaire retenait enfermée la liberté, cette âme du monde, qui la proclama au tocsin de 1789 égale pour tous les hommes sur la terre ? – Ce furent encore des bourgeois. – Rendons donc honneur à la bourgeoisie !

Mais pourquoi donc, ces deux classes, bourgeoisie et noblesse, après avoir fourni une si noble carrière, se sont-elles arrêtées en mi-chemin ? Hélas ! c'est que les classes, aussi bien que les individus, ont chacune leur mesure naturelle de vie, d'énergie et d'idées qui, une fois épuisée ne se renouvelle jamais. Et malheur à qui se survit, il devient nécessairement un réactionnaire et un conservateur : il ne voit plus rien dans l'avenir et n'a de foi que pour le passé ! Il se sent mourir et voudrait que le monde entier meure avec lui. – Ainsi un jeune et libre penseur s'élançait dans la carrière littéraire – Il est plein de passion et plein de foi dans la vie. Rien ne lui paraît ni trop hardi, ni trop grand, ni trop libre. Il ne respecte ni préjugés, ni obstacles, il brise tout. Enfin il a triomphé : ses idées deviennent des lois pour tout le monde. Il commence à se reposer sur ses lauriers. Mais voici qu'un homme plus jeune apparaît, s'empare de ses idées, et rempli de cette même audace juvénile qui l'avait poussé lui-même autrefois tirant les conséquences des principes posés par lui-même, il a hardiesse de le dépasser. Et aussitôt le ci-devant révolutionnaire devient un réactionnaire, il crie à l'impiété et ne se sentant la force de voler il voudrait couper les ailes à son successeur, et va même jusqu'à nier ces mêmes principes qui l'ont fait triompher autrefois. – Telle a été l'histoire de la bourgeoisie et de la démocratie.

La démocratie populaire moderne n'a fait rien autre chose que de tirer les conséquences, les principes posés pendant la révolution française par les bourgeois. – Liberté, égalité, justice – Qu'est-ce que cela signifie, sinon que la liberté, les jouissances de la vie, l'honneur et les droits n'appartiendront plus à la position héritée, mais à l'action person-

nelle et libre de l'homme, – sinon que tout homme, ne devant être responsable que de lui-même, pour n'être que le fils de ses œuvres, ne doit hériter ni en bien, ni en mal, ni en misère ni en fortune, ni en honneur ni en déshonneur, de ses parents, sinon qu'il faut l'égalité du point de départ pour la carrière individuelle de chacun et que pour cela, il faut établir une nouvelle organisation sociale, dans laquelle tout homme naissant à la vie, trouve une égale possibilité de développer d'abord par l'éducation et par l'instruction, et ensuite d'appliquer à des conditions égales pour tout le monde, par un libre travail soit intellectuel, soit physique, toutes les forces et facultés différentes que la nature a mises en lui.

Le théorème social est juste en lui-même, et il faut bien convenir que c'est le seul moyen d'émanciper et d'humaniser les masses populaires, – mais il faut avouer en même temps qu'il est terrible, puisqu'il présuppose<sup>13</sup> le renversement radical du monde social actuel. Car aujourd'hui, moi, fils stupide d'un homme riche, je trouve les moyens de développer ma stupidité, tandis qu'un enfant de génie né dans la misère et dans les ténèbres de la vie travaillante populaire, y trouve tous les moyens d'étouffer son génie. – C'est injuste, mais cela est, et pour que ce ne soit plus, il faut une révolution non seulement politique, mais sociale.

« Il faut une révolution sociale » – tel fut le cri que *Babeuf* mourant sur l'échafaud jeta aux masses ouvrières. Ceci remplit d'horreur et glaça d'effroi les cœurs les plus généreux et les plus vaillants de la bourgeoisie, et contribua beaucoup à la précipiter sous la protection de Bonaparte, dont la main de fer promettait sinon la liberté, du moins beaucoup d'ordre et la tranquillité. L'empire passa et les Bourbons aussi, mais les ouvriers de Paris n'avaient point oublié le dernier testament de Babeuf, sa doctrine avait été religieusement transmise par la vieille génération, contemporaine de Babeuf, à la génération de 1830, elle s'était pour ainsi dire infiltrée dans le sang populaire. Aussi lorsqu'en 1830 et plus tard, le peuple s'élança sur les barricades, il ne combattait plus seulement pour la république, il était socialiste. – Je ne parlerai pas des tentatives d'émeute<sup>14</sup> qui signalèrent presque chacune des dix premières années de règne de Louis Philippe. Mais il m'est

---

<sup>13</sup> Texte suédois : *förutsätter*. La traduction de l'IISG dit « suppose ».

<sup>14</sup> Texte suédois ; *upprorsförsök*. La traduction de l'IISG dit : tentations d'émeute

impossible de ne pas dire un mot sur la formidable insurrection des ouvriers de Lyon en 1839. Précurseurs de la Révolution de 1848, elle se fit à ce cri qu'aucun en France n'a encore oublié aujourd'hui : « Du pain en travaillant, ou la mort en combattant. »

C'était déjà le mot menaçant et terrible de la Révolution sociale. Le général Bugeaud, alors chef de la division de Lyon, et cette fois-là plus heureux que par la suite à Paris, a étouffé dans le sang du peuple ce soulèvement. Et depuis cette époque, et jusqu'en 1848, la France est demeurée plongée dans un calme sinistre. On appelait cela la victoire de l'ordre, et ce n'était pourtant rien d'autre qu'une lente et silencieuse préparation à cette tempête de 1848, laquelle devait pour toujours rompre le système purement constitutionnel et libéral régnant en Europe.

Certes, la France était calme : M. Guizot et M. Duchatel gouvernaient sans partage, eux-mêmes guidés par un roi, fort intelligent, un voltairien, doux, ingénieux, bourgeois au plein sens du mot. Peu à peu, Guizot démantela l'alliance libérale avec l'Angleterre, un héritage de la révolution de 1830, et se rapprocha pas à pas, au prix des plus grandes humiliations, des trois grandes puissances despotiques d'Europe. Cependant, M. Duchatel, ministre de l'intérieur, n'a eu de cesse de soudoyer son petit électorat, d'un effectif ne dépassant pas 240 000, et il est presque parvenu à le mettre dans sa poche. Tout allait à merveille. L'Europe absolutiste ferma les yeux, et la France s'endormit. Ecœurée par ces soulèvements, qui gênaient le commerce, et surtout terrorisée par le soulèvement, si déterminant et si menaçant, des ouvriers lyonnais, la bourgeoisie pouvait à nouveau respirer. Les affaires allaient pour le mieux ; les intérêts matériels restaient dans le bon droit et jouaient désormais un rôle de premier plan dans les occupations quotidiennes. Rien ne manquait, pas même l'apparence de liberté. Car Louis était bien trop perspicace, et, bourgeois lui-même, il ne comprenait que trop parfaitement la nature de la bourgeoisie, pour la priver du plaisir inoffensif et néanmoins indispensable de discourir librement et bruyamment de toutes choses. Mais voilà que s'abat sur les têtes de ces bons bourgeois, tel l'éclair dans un ciel limpide, la révolution de 1848 : Et quelle en était la raison ?

La raison en était que les idées socialistes n'avaient pas cessé leur action souterraine parmi le peuple. Ce fut le cas également du christia-

nisme dans les temps primitifs, cette religion de la justice, de l'égalité et de la liberté (pour l'être humain céleste), convaincu que le vin nouveau doit être mis dans des bouteilles neuves, qui se tournait non pas vers les puissants, les fortunés, les sages de l'époque, mais vers les gens sans instruction, les pauvres miséreux, la foule plébéienne, les esclaves, pour les encourager, les libérer par le verbe, saper lentement et finir par détruire les bases mêmes de la société antique. Or, la nouvelle religion socialiste de la liberté, de la justice et de l'égalité terrestres agit de la même façon. Elle se tourne tout aussi directement et presque exclusivement vers les grandes masses, ces millions de déshérités, qui, n'ayant rien à perdre mais tout à gagner, sont seuls à pouvoir l'embrasser avec passion, car elle leur promet la libération et le salut. Mais tout comme le christianisme, cette religion divine de la démocratie, bien que se tournant vers les masses, n'en a pas moins souvent pris ses maîtres et ses apôtres les plus éloquents parmi le cercle de ses castes privilégiées, celles-là mêmes qu'elle menaçait d'anéantir, et c'est également dans la bourgeoisie que le socialisme trouve ses défenseurs les plus chaleureux et les plus habiles.

Je ne parlerai ici ni du saint-simonisme, ni du fouriérisme. Ces doctrines furent, si l'on peut dire, une version aristocratique et catholique pour la première, bourgeoise pour la seconde, de l'idée socialiste – et toutes deux des utopies irréalisables – ne présentant d'intérêt que parce qu'elles furent les premières à faire prendre conscience au public érudit de l'importance de la question sociale, par leur critique acérée, aussi brillante que profonde, qui a mis à nu les contradictions prodigieuses de l'organisation sociale actuelle, et parce qu'elles administrèrent le coup de grâce au système libéral de l'économie sociale.

En revanche, il me semble devoir dire quelques mots à propos du communisme de Babeuf, Buonarroti et Cabet.

\*\*\*\*\*

**1864. – Lettre d'un démocrate** <sup>15</sup>

5 décembre 1864

**STOCKHOLM 12 Déc.****Lettre d'un Démocrate.***Bruxelles*, le 5 décembre.

Je suis arrivé à Bruxelles afin de prendre part à une cérémonie assez intéressante, les funérailles de l'épouse d'un des professeurs de l'université libre de cette ville. Vous demandez avec raison ce qu'il y a d'intéressant à ces funérailles. Ce fut l'absence de prêtres et de cérémonies ecclésiastiques. Ce furent à la fois des funérailles et une grande démonstration philosophique et politique. Le cercueil fut accompagné par une grande foule de personnes, presque tous les membres des quatre sociétés : « Association de Libre Pensée », « Les Libres penseurs », « Les Solidaires » et « Les Libérés ». Le but principal de ces quatre sociétés est le même, c.à.d. libérer la vie politique et sociale de chaque intervention ecclésiastique – fût-elle judaïque, protestante ou catholique.

La Belgique entourée sur trois côtés – et se trouvant ainsi sous la triple influence de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre – semble avoir emprunté une certaine qualité et une certaine direction particulière à chacun des trois pays. De l'Angleterre elle a pris la liberté et l'esprit caractéristique du self-government pratique qui n'est une qualité distinctive ni pour la France ni pour l'Allemagne. Contrairement à cet esprit elle a malheureusement emprunté à la France la centralisation bureaucratique qui produit un effet destructif sur toute sorte de libertés et qui convertit une société vivante en matière, et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est que justement le parti qui s'appelle libéral, représente maintenant en Belgique ces tendances centralistes. C'est pourquoi le ministère actuel, appuyé sur la majorité des deux chambres, remportait un

---

<sup>15</sup> *Aftonbladet*, 12, 15, 29 décembre 1864, 7 janvier 1865, Stockholm. Original en français. Publié d'après la première publication. Date fictive : le 5 décembre Bakounin n'était plus à Bruxelles

de ces jours une victoire brillante sur les aristocrates et sur les radicaux, qui cette fois étaient associés, victoire en même temps dirigée contre la liberté, car l'on réussit à faire passer une loi qui, sous le prétexte apparent d'abolir l'octroi concédé aux villes, reconnaît à l'état le droit, jusqu'alors exclusivement réservé aux communes, de recouvrir [recouvrer] les impôts et d'administrer les finances de chaque commune. C'est une attaque mortelle contre l'autonomie des communes, base de chaque liberté véritable. Le soi-disant parti libéral se rendit coupable, avec le même ministère en tête, il y a 13 ans, d'une attaque aussi violente contre une autre base essentielle de la liberté, c.à.d. la liberté de la presse qui jusqu'en 1848 était illimitée en Belgique comme en Suède. On l'a considérablement limitée en remplaçant pour presque toutes les causes de liberté de presse, la juridiction impartiale du jury, par une juridiction tout à fait partielle et gouvernementale. On se plaint maintenant unanimement des magistrats en Belgique, qui avec quelques rares exceptions honorables, semblent décidément manquer aussi bien d'intelligence que de conscience ; dans tous les procès politiques ils prennent systématiquement le parti des autorités contre le droit et de l'équité et contre la liberté. Et lorsque ces magistrats furent nommés par Sa Majesté, le roi Léopold I, sur la proposition de ce même ministère, que l'on peut à peu près appeler permanent, et que tous les deux connaissaient très bien les personnes qu'ils avaient élevées à de hautes positions, il en faut conclure qu'ils étaient décidés à étouffer insensiblement et systématiquement par pression, une bureaucratie usurpant jour après jour la liberté créée par la révolution. La police autrefois si modeste en Belgique est devenue fâcheuse, querelleuse, quelquefois brutale, surtout vis-à-vis des démocrates, parce que ceux-ci ne sont plus protégés par l'opinion bourgeoise, qui déjà en 1848 est devenue tout à fait conservatrice et réactionnaire.

Celui qui connaissait la Belgique dans ses années mémorables, surtout dans les années 1845, 1846, 1847, ne reconnut plus le pays d'alors. La liberté était alors à l'ordre du jour dans son développement le plus hardi, le plus libéral. On ne parlait pas de son abus, mais on ne craignait rien plus que ses limitations. On ne se laissait pas de rappeler à toutes les occasions et de toutes les façons le principe éternel et vrai que la liberté seule est capable de réparer les difficultés passagères qu'elle a produites, seule capable de faire des hommes moraux en les transformant en des

citoyens et de créer un ordre fondé sur la justice et ainsi protégé contre toute révolution violente. Ce principe fut amplement appliqué dans l'enseignement, dans la presse, dans la propagande politique, socialiste, dans toutes les manifestations publiques gouvernementales, parlementaires et nationales. En un mot, la liberté n'était pas une phrase ; et la Belgique était où se trouvait très bien en 1848 : ce ne fut rien d'autre que cette liberté qui sauva le pays de cette infection révolutionnaire qui s'était répandue sur le continent entier de l'Europe, et le roi Léopold eut son meilleur moment lorsque, après avoir offert aux Belges de se mettre en solde, s'ils ne voulaient pas le retenir, il fut persuadé par l'amour, la confiance et la volonté de toute la nation, de continuer à régner en tant que roi constitutionnel.

On pourrait croire que cet exemple brillant aurait affermi l'amour des Belges pour la liberté, mais c'est justement le contraire qui se passa. Depuis ce temps-là la réaction prit sa naissance en Belgique. Les bourgeois belges partageaient toutes les appréhensions de la bourgeoisie française éveillées par l'apparition du fantôme rouge. Le socialisme dont les différentes théories étaient depuis longtemps divulguées en Belgique lui causait une grande angoisse, d'autant plus qu'il ne manquait point de matière inflammable dans le pays. La Belgique est, on le sait, un pays relativement riche en industries, toute sa surface est couverte d'usines et de manufactures. En conséquence on trouve un nombre extraordinaire de pauvres ouvriers. Leur sort est en général assez malheureux, ils vivent du jour au lendemain, et sont chargés d'un travail extrêmement lourd. Ces pauvres gens ne peuvent pas économiser beaucoup, et lorsqu'il y a une crise industrielle, ce qui a lieu assez souvent, ils meurent de faim. La question sociale n'est pas non plus question théorique mais c'est en même temps une question d'une pratique la plus brûlante et menaçante, car si les socialistes avaient atteint leur but en France ils auraient de même sans doute gagné le jeu en Belgique. C'est pourquoi ces appréhensions, et c'est la cause pour laquelle les angoisses et le démon de revanche de la réaction y furent à peu près aussi puissants qu'en France. Au cours d'un an, tout changeait en Belgique. Jusqu'alors c'était relativement un des pays de sympathies nobles et libérales, l'asile de tous les proscrits, et elle avait poursuivi cette tendance jusqu'à ouvrir son armée pour les officiers de l'émigration polonaise et mettre à sa tête le général Skrynecki. Quand la Belgique fut finalement reconnue par l'Empereur de Russie en 1846 on

chassa non seulement les braves polonais qui avaient servi loyalement à la Belgique pendant 15 ans, mais encore on les exila du pays. En 1849 M. Værnhagen <sup>16</sup>, le chef du vieux parti libéral, but en public à la santé de Windischgrätz et Radetzky et souscrit 2.000 frs. pour les Autrichiens blessés.

(à suivre)

\*\*\*\*\*

### **1864. – Lettre d'un Démocrate**

*Bruxelles*, le 5 décembre

(Suite de l'édition de lundi)

Quant aux affaires intérieures, elles devinrent encore pires. L'ancien esprit libéral et le respect des lois furent remplacés par les préjugés notés par les soucis, par l'inspiration malheureuse d'un soi-disant bien public et par la persécution violente, brutale, arbitraire et acharnée de tous les gens honnêtes et logiques, radicaux et libéraux, de tous ceux qui, en 1831 et plus tard, avaient rendu les plus grands services à la Belgique. Le parti des ultramontains et de l'aristocratie triomphait. Le parti libéral, repentant, géra leurs affaires. Il laissa prendre des mesures et adopter des lois qu'il n'avait jamais osé proposer lui-même. Et pendant ce temps que fit le Nestor des monarques <sup>17</sup>, le sage Léopold ? Oubliant son heureux règne et les années qu'il devait au seul respect des lois, il se jeta avec la gaieté d'un parvenu dans les bras des trois despotes du Nord qui avaient hésité si longtemps à les lui ouvrir. La crainte de la France, d'abord républicaine, ensuite impériale, l'influence de l'aristocratie anglaise et, finalement, les rapports familiaux le poussèrent dans les bras de l'Autriche qui devint son alliée en 1853 par le mariage de son fils. Après avoir été un souverain libéral pendant près de vingt ans, il fut dès lors complètement dominé par l'esprit anglo-autrichien et surtout par les tendances réactionnaires de l'Autriche. Il fit la paix avec l'ultramontanisme et fraternisa avec lui, alors

---

<sup>16</sup> Verhaegen. La confusion de l'orthographe vient sans doute de Karl August Varnhagen von Ense (1785 - 1858) qu'il avait fréquenté.

<sup>17</sup> Nestor était le plus âgé et le plus sage des héros de la guerre de Troie

qu'il l'avait considéré jusque-là comme le pire de ses ennemis. Finalement il devint un prince franchement réactionnaire. Ayant gardé de son conservatisme original, l'habitude de faire l'hypocrite, il fut l'instigateur de toutes les mesures et de tous obstacles qu'on a mis depuis sur le chemin de la liberté. Il ne se contenta pas de jouer le rôle de l'éteignoir en Belgique : fort de ses rapports familiaux avec l'Angleterre, Orléans, le Portugal et avec les grandes familles d'Autriche, enivré de se voir appeler le souverain le plus sage d'Europe, il voulut s'acquérir une renommée qui, de toute évidence, dépassait de loin les modestes frontières du pays sur lequel il était appelé à régner. En prenant au sérieux le surnom de Nestor, il prétendit tout aussi sérieusement au rôle de juge et de conseiller suprême de l'Europe. A partir de ce jour-là et dès qu'une nouvelle question européenne apparaît à l'horizon politique, on le voit se mettre en marche, se donner des airs, voyager sans cesse et faire toute sorte de gestes ridicules pour attirer sur lui l'attention des milieux politiques et pour faire croire à tout le monde que le sort de l'Europe, la guerre et la paix sont entre ses mains : il fut ainsi le digne émule de M. de Beust, ce grand ministre de la Saxe qui tout aussi prétentieux et non moins vaniteux que celui-là, s'amuse à agir en Allemagne comme Léopold le fait en Europe. La modestie, le sage désintéressement, le respect des lois et de la liberté, de la civilisation et du progrès, bref tout ce qui avait marqué son règne avant 1848, tout cela, il l'a oublié. Maintenant il est le plus réactionnaire parmi les réactionnaires, le plus ridicule des ambitieux parmi les fous ambitieux. Comme il tombe d'une prétention, d'une folie dans l'autre, comment savoir de quoi il s'occupe maintenant ? Encouragé par le *brillant* succès de son beau-frère, l'archiduc Maximilien au Mexique – succès que je connais bien – il vise un nouvel empire en Amérique du Sud pour son deuxième fils Frédéric Philippe. Et ne croyez pas, M. le rédacteur, que ce bruit soit une mauvaise plaisanterie ; c'est la pure vérité, très ridicule sans doute, mais l'intention est sérieuse. Et si vous me demandez le nom du malheureux pays qu'il convoite, je vous répondrai qu'il s'agit ni plus ni moins de toute la république d'Argentine avec Buenos Aires, de l'Uruguay et probablement aussi du Chili.

Vous trouverez qu'il n'est nullement difficile et que l'âge a porté atteinte d'une certaine façon, à la sagesse presque proverbiale de Sa Majesté, mais il ne semble pas que l'esprit royal en soit diminué pour autant. Vous avez certainement remarqué, depuis quelque temps, que le

roi Léopold a fait assidûment la cour à l'empereur Napoléon III. Eh bien, toutes ces basses complaisances et toutes ces flatteries n'ont que ce seul but. Il a tellement vieilli que, jusqu'au bout, il a pris au sérieux la puissance de l'empereur français en Amérique ; et ce pauvre homme modeste n'a sans doute plus suffisamment d'intelligence pour comprendre que la victoire de la grande et vraie cause de l'humanité aux Etats-Unis, qui se précise de jour en jour, jugera en bloc tous les aventuriers européens qui ont opprimé et déshonoré l'Amérique, et chassera du continent jeune et magnifique tous les princes, les jésuites, les soldats sans patrie et les voleurs au porte-feuille vide qui veulent refaire ce pays à leur idée profitant de la guerre civile qui le divise en ce moment.

Vous avez certainement dû rire, comme toute l'Europe et surtout la Belgique ont ri en apprenant la mésaventure de ce pauvre roi, dernier Nestor, lorsqu'il arriva trop tard à la rencontre des deux empereurs à Nice. Il était en Suisse où il s'efforçait de se faire attribuer un rôle quelconque dans l'affaire de la convention d'Italie, affaire qui, de par sa nature, ne regardait nullement, ni le roi ni son pays, lorsque ses augustes oreilles apprirent la nouvelle de l'empereur Alexandre II à Nice et de sa rencontre prévue avec l'empereur Napoléon III. Un événement, tel que la rencontre personnelle des deux monarques les plus puissants d'Europe, ne pouvait et ne devait pas avoir lieu sans l'intervention personnelle et simultanée du roi de Belgique. Et moins de deux, il s'installa dans un wagon de voyageurs et s'en fut directement à Nice par le train express. Il y arriva, mais ni Alexandre II, ni l'empereur Napoléon n'y étaient encore. Tout abattu, le roi Léopold retourna en Belgique.

On doit admettre en effet, que les années 1863 et 1864 n'ont pas été favorables aux peuples. Nous avons vu la Pologne et le Danemark, battus et, chaque jour, nous avons vu triompher d'autant plus insolemment la réaction. Mais celle-ci n'a pas été favorable non plus à la cause de la monarchie, car, à l'exception d'un seul pays, la splendeur entourant les monarques s'est ternie à peu dans tous les pays d'Europe. Sans parler des nombreux princes régnants, dont la seule chose à dire est que l'on se moque d'eux, jetons un coup d'œil sur l'un des rares à occuper l'opinion publique en Europe, tout au moins depuis la campagne de Crimée, et commençons par le plus célèbre de tous, par l'empereur Napoléon III. Quelle différence existe-t-il entre la place que l'Europe et la France lui réservaient dans leur estime, il y a deux ans encore, et celle à laquelle il

est à présent descendu. Que reste-t-il de sa ruse et de toute sa puissance ? A cette époque on le prenait pour l'arbitre du monde et aujourd'hui il n'est plus l'arbitre de rien. Il ne prend plus aucun risque et pourtant, la seule façon lui permettant de se maintenir, c'est de prendre souvent de gros risques. Il prit parti pour Pologne et on opprima la Pologne. Il voulut prendre parti pour le Danemark et ce petit royaume fut ravagé par la guerre. Il a essayé d'inspirer confiance à un royaume mexicain et aucun homme raisonnable et quelque peu prévoyant n'y croit. Il s'est déclaré en faveur des Confédérés d'Amérique et ceux-ci sont à l'agonie. Il est contre Lincoln et Lincoln est réélu. Il essaie encore de magnétiser et de paralyser l'Italie par la toute-puissance des baïonnettes françaises, mais tout le monde en Italie, en France et surtout lui-même reconnaît que l'Italie échappe chaque jour un peu plus à son influence. En un mot, toutes ses actions révèlent une grande incertitude, une hésitation et une inquiétude, résultant du fait qu'il ne comprend plus l'enchaînement des événements qui commencent pourtant à évoluer dans l'ensemble et partout de façon définitive contre lui. Mais au sujet de la France, j'aurai, dans ma prochaine lettre, l'occasion de revenir sur la position actuellement si délicate et difficile de ce souverain rusé.(A suivre)

\*\*\*\*\*

### **Lettre d'un démocrate**

*Bruxelles*, le 5 décembre

(suite du n° 292)

Que dire de la Reine Victoria qui, autrefois, était l'idole de l'Angleterre loyale. Je ne me risque pas à citer les adjectifs et surtout les substantifs, dont on se sert dans ce pays pour la caractériser. Je ne puis non plus rapporter les anecdotes particulières, que l'on fait circuler sur Sa Majesté Gracieuse, et je crois déjà avoir dit dans ma lettre d'Angleterre que ceux qui commencent à considérer la monarchie comme une institution non seulement inutile et dépassée, mais plutôt triste et déplorable, en sont persuadés d'une manière étonnante.

Passons alors au clément empereur de Russie. Quel chemin a-t-il parcouru dans une période de moins de dix ans ! Néanmoins il faut lui faire justice, c'est un fils plein d'amour. Son père n'avait pas bonne réputation :

il a voulu la rétablir en prouvant qu'il est possible de se comporter encore plus mal que l'Empereur Nicolas ; il l'a surpassé en cruauté, et il y a joint l'hypocrisie qui est chez lui un trait remarquable et dont personne n'a accusé son père. La Pologne a succombé, il triomphe. Est-ce que ainsi, devenu plus fort, il se sent plus calme sur son trône ? Tout ce qu'il fait de nos jours prouve le contraire et nous avons raison d'espérer que les événements imminents vont lui prouver que le mensonge et le crime sont de mauvais supports même en Russie. Mais quittons aussi vite que possible ce monde barbare ; jouissons et créons-nous sous le soleil de la civilisation allemande. Un mot sur le futur Empereur d'Allemagne, le brillant conquérant du pauvre petit Danemark le roi Wilhelm I.

Malgré sa mauvaise renommée en tant que prince héritier, il a néanmoins commencé, durant ses premières années de gouvernement, en souverain juste, loyal, libéral, et se présenta comme le futur réorganisateur et libérateur d'Allemagne. Alors sa position, qui était encore plus puissante que même celle du Roi Victor Emmanuel en Italie, fut la plus heureuse, la plus enviée en Europe. Toute l'Allemagne, exigeant la liberté et la réunion et honteuse de son rôle misérable en Europe, se soumit à lui et demanda seulement un peu de bonne volonté, de bonne foi et d'intelligence. Après quelques hésitations apparentes, le Roi Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> préféra le rôle de caporal en chef <sup>18</sup> des hobereaux prussiens au rôle de restaurateur de l'Allemagne ; de tous les souverains allemands il est sans doute le moins aimé et le moins reconnu. M. von Bismarck l'a totalement éclipsé.

Celui dont les premières années de gouvernement, si populaires, si profitables et si brillantes et qui devaient être un encouragement à continuer la même route, « il Rè Galantuomo » de nos jours n'est pas plus heureux que celui-là. Aspromonte <sup>19</sup> lui a causé une blessure mortelle, il ne s'en remettra jamais. Par cette catastrophe malheureuse, dont la cause à

---

<sup>18</sup> Le texte dit : « corporal et chef ».

<sup>19</sup> Pendant l'été de 1862, le général Garibaldi prépara une expédition pour prendre Rome, dont il voulait faire la capitale de l'Italie. Napoléon III, qui devait ménager les catholiques français, pressa le roi d'Italie d'empêcher Garibaldi de mener son projet à terme. L'armée du roi d'Italie s'opposa à l'invasion des Etats pontificaux par les troupes du *generalissimo*. Le 29 août 1862, à la tête d'une poignée d'hommes, Garibaldi se retranche dans le massif d'Aspromonte, en Calabre. Effondré par cette bataille fratricide, Garibaldi fait cesser le combat lors duquel il sera blessé. Le prestige du roi d'Italie sera considérablement terni par cette affaire.

première vue ne fut que lui-même, tandis que la cause réelle est à chercher ailleurs, Victor Emmanuel sans retard s'est séparé de son peuple et, quoiqu'on en dise ou fasse, il a d'un seul coup assombri l'éclat de la royauté en Italie. Sa bravoure, son dévouement à la cause italienne, sa popularité, son bonheur étaient jusqu'alors l'argument puissant et favori de tous les monarchistes en Europe, avec lequel ils firent taire les critiques de la monarchie. Dès lors cet argument ne s'entend plus et nulle part en Europe – sauf toujours en votre pays, où l'on trouve alors un souverain nécessaire et utile – tous les autres sont plus ou moins des obstacles et des embarras sur la route du développement, du progrès et du bonheur des peuples.

Que les monarches et les monarchies touchent à leur fin irrévocable, nous nous occupons des peuples qui vont leur survivre. De nos jours la Belgique se réveille de l'apathie réactionnaire dans laquelle les événements des années 1848 et 1849 l'ont plongée. Bourgeoise par préférence à cause de son organisation contemporaine, elle préférerait poursuivre son sommeil, s'il n'y avait pas de puissants remèdes pour la réveiller. Le premier, c'est le danger toujours menaçant d'une invasion impériale. Ce que l'on craint de nos jours, ce n'est ni le bonnet rouge, ni le drapeau rouge, mais ce sont les pantalons rouges des Français et leurs baïonnettes. Contre cette puissance redoutable, la Belgique peut seulement opposer une seule raison : le développement de sa liberté et sa puissance tout à fait morale – autrement il n'y aurait aucune raison à ce qu'elle ne soit dévorée tôt ou tard. C'est pourquoi elle doit être très libérale. Même les bourgeois les plus résistants ont commencé à le comprendre, parce que l'aigle impérial, libéré des dangers sociaux de la France<sup>20</sup>, menace l'Europe de ses ailes et griffes étendues depuis la guerre de Crimée et surtout la guerre d'Italie, lorsque le principe de la nationalité et le principe encore plus menaçant de récompenses territoriales et de la restitution d'équilibre furent appliqués. L'exemple de Nice<sup>21</sup> n'est point encourageant pour la

---

<sup>20</sup> Bakounine fait sans doute référence à la libéralisation du régime en France à partir de 1860. L'empereur permet en 1862 à une délégation française de se rendre à l'exposition universelle de Londres en 1862, visite qui aboutira, par ricochets, à la fondation de l'Association internationale des travailleurs. Napoléon III accorde même le droit de coalition. Des ouvriers se présenteront à l'élection complémentaire de février 1864.

<sup>21</sup> Napoléon III, très italophile, avait rencontré Cavour, président du conseil du royaume sarde, à Plombières le 21 juillet 1858, et l'avait assuré de son appui. Un traité fut signé le 26 janvier 1859 qui permettait d'engager une guerre contre l'Autriche. Les

Belgique, aux trois quarts française de langue, dont on pourrait aussi bien prétendre officiellement, comme de la petite province italienne, qu'elle constitue une partie de l'Empire français. Ceci est à peine au goût des classes dirigeantes en Belgique. Mais si le peuple belge désire rester belge, il lui faut y trouver son intérêt. Il lui faut ainsi donner beaucoup de liberté et c'est le seul intérêt que la France impériale ne peut pas lui accorder.

L'autre remède, ce sont les partis catholiques. Les Jésuites ne manquent pas de finesse et ils [s'en] sont servi largement pour profiter déjà en 1848 de toutes les inquiétudes, de toute la lâcheté et de toute la stupidité de la bourgeoisie. La lutte entre le parti libéral et l'Eglise reste sans doute un des traits les plus caractéristiques de l'histoire du royaume de la Belgique depuis sa constitution en 1831. La révolution belge fut réalisée par les efforts communs des catholiques et des libéraux, et on peut à peu près affirmer que les catholiques, mus par leur haine contre le protestantisme en Hollande, y contribuèrent plus que les libéraux car ceux-ci, pour la plupart de grands marchands et industriels, subirent de grandes pertes matérielles lorsque la Hollande et la Belgique se séparèrent. Quoiqu'il en soit, le premier résultat de cette révolution fut, par une convention générale, la séparation complète de l'Etat et de l'Eglise.

Ce fut un grand bonheur non seulement pour la Belgique, mais pour l'Europe entière. Il était tout à fait nécessaire [qu'il y ait] [un petit coin] en Europe où le catholicisme, luttant contre la civilisation, le progrès, la liberté et l'humanité, puisse se manifester<sup>22</sup> librement dans tout le cynisme de ses intentions et de ses prétentions et prouver au monde ce qu'il valait et ce qu'il voulait. Les autres pays à la fois catholiques et despotiques comme l'Autriche, la Bavière et l'Espagne, où il règne sans partage<sup>23</sup> et [sans qu'] aucun pouvoir politique [ne] lui dispute sa

---

troupes françaises battent les Autrichiens à Magenta et à Solferino le 4 et le 24 mars mais, à la déception des Italiens, en restent là car l'empereur craint une intervention prussienne. L'armistice de Villafranca donne la Lombardie au Piémont, ce que les nationalistes italiens trouvaient insuffisant. Cavour profite des circonstances pour organiser un plébiscite qui unit l'Italie centrale au Piémont, en mars 1860. En compensation de son aide militaire, la France reçut la Savoie et Nice.

<sup>22</sup> Le texte dit : « se remuer ».

<sup>23</sup> La traduction dit : « sans limites ». Texte suédois : « der han herrskar odeladt ».

puissance, l'influence ultramontaine opprime<sup>24</sup> et étouffe tout ce qui s'oppose à lui. Il ne s'emporte pas car, soutenu<sup>25</sup> par son vassal, le pouvoir séculaire, il est toujours sûr d'impunité et de victoire. A Rome il n'y a nul autre que lui. Rome, c'est le grand théâtre, il y joue comme un acteur de talent avec plus ou moins de succès le rôle du père bienfaisant pour l'édification du monde entier. Ce fut, pendant quinze siècles, la fabrique, toujours inspirée et privilégiée par Dieu, de toutes les falsifications, de tous les trucs religieux et politiques, de tous les mensonges pieux, de toutes les cafarderies et hypocrisies. A l'extérieur, tout est clément, connivent et paternel – à l'intérieur il est au contraire violent, dur et cruel. Mais cette partie intérieure ne se découvre que bien rarement, pour ainsi dire jamais. Des mesures prudentes sont prises pour étouffer les soupirs des victimes dans les mornes voûtes des prisons ou dans les caves souterraines de l'Inquisition. Ces prêtres au cœur païen, désirant les plaisirs et la puissance, ces cent cardinaux qui se partagent le pouvoir à Rome sont jaloux l'un de l'autre, se combattent dans une lutte sans merci, se détestent ; mais le mensonge impudent et les sentiments criminels permanents et héréditaires qui constituent le seul fondement et la seule origine de leur existence, la solidarité dangereuse et l'intérêt commun des ruses les enchaînent l'un à l'autre comme des forçats et les forcent à agir ensemble. S'ils voulaient raconter tout ce qu'ils savent, nous entendrions des choses monstrueuses. Mais ils ne parleront jamais parce que tous prennent part au crime et les intérêts communs et privés restent indissolubles. Ainsi disposée, ainsi constituée, Rome est le chef de tout le système despotique, la source centrale de toutes les pressions religieuses, politiques et sociales qui oppriment l'Europe. C'est à la fois la cause première et la sanction de toutes les injustices qui diffament et abrutissent l'humanité. C'est à présent le centre, le camp sacré de la puissante conspiration cléricale, monarchique, aristocratique et en même temps bourgeoise et oligarchique, contre l'émancipation des peuples. C'est pourquoi Rome se trouve sous la protection intéressée non seulement des puissances catholiques, mais aussi protestantes. Car si Rome tombe, tous les autres pouvoirs qui, tous comme Rome, sont basés sur le mensonge et l'injustice – et combien y en a-t-il en Europe ? – vont à la fois tomber. C'est la raison pour laquelle on trouve à Rome une conspiration tacite

---

<sup>24</sup> La traduction dit : « supprime ». Texte suédois : « förtrycker ».

<sup>25</sup> La traduction dit : « supporté ».

entre les prêtres pour cacher la honte héréditaire – et c'est la cause de l'existence de ces prêtres mêmes – on trouve en Europe une conspiration tacite entre les diplomates qui feignent le respect envers le Saint Siège. Le monde entier le déteste au fond de son cœur et on cherche rarement à dissimuler ces sentiments au cours d'un entretien privé, mais le monde entier en parle publiquement comme s'il était en fait le siège de la vertu et de la sainteté.

Si on fait cela, ce n'est pas par indulgence pour la superstition des peuples, une indulgence actuellement moins répandue qu'on le croit, mais seulement et uniquement parce qu'on sent et on sait qu'on ne survivra pas un an, peut-être même un mois après la disparition du Saint-Siège <sup>26</sup>.

C'est d'abord en France que cette hypocrisie officielle paraît au grand jour. Dans les autres pays, où la civilisation est moins avancée et la stupidité plus répandue, et où cette stupidité, cette apathie indifférente s'empare du trône, p.e. en Autriche, en Bavière ou en Espagne, une illusion sincère reste encore plus ou moins possible. Les hommes au rang le plus élevé y sont souvent honteusement ignorants <sup>27</sup>. Mais en France, la patrie de Voltaire et de l'Encyclopédie, après la grande révolution, avec [l'intervention de cette littérature critique qui a provoqué les deux révolutions suivantes – en France, où l'esprit officiel est athée, se moque de Dieu et du Diable, et ne croit en rien d'autre que le bon sens] <sup>28</sup>, où chacun connaît [le mérite, la valeur et l'objectif] <sup>29</sup> des vertus cléricales, on ne peut qu'entendre avec profond dégoût des hommes intelligents et instruits <sup>30</sup> parler avec un dévouement apparent de la sainteté de l'Eglise et

<sup>26</sup> IISG : « Et on ne l'affecte pas en regard de la superstition des peuples, qui alors n'est pas aussi forte que l'on préfère le croire, mais, seulement, parce que l'on m'ignore point, que l'on n'existera pas une seule année, peut-être pas un seul mois, après la disparition du Saint Siège. » Texte suédois : « *Och man gör detta icke af undseende för folkens vidskepelse, hvilken numera icke längre är så stor, som man behagar tro, utan endast och allenast därför, att man känner och vet, att man icke skall existera ett år, kanske icke en månad efter den heliga stolens försvinnande.* »

<sup>27</sup> La traduction de l'IISG dit : « Des gens des plus rangs y sont fréquemment des ignorants honteux. » (Sic.)

<sup>28</sup> Traduction de l'IISG : « Avec toute cette littérature critique démasquante, qui a causé les deux révolutions suivantes en France, où l'esprit officiel est athée, se moquant de Dieu et du diable, et ne croyant en rien d'autre qu'en la raison saine [sunda förnuftet]... »

<sup>29</sup> « den klerikala dygdens värde och syfte... »

<sup>30</sup> Le texte suédois dit : « kunninga », sans soute à la place de « kunniga ».

du Pape. Mais cela se fait après mûre réflexion<sup>31</sup> : la fiction religieuse doit servir de support au pouvoir politique. [Tel est le but essentiel du concordat conclu entre Napoléon et le pape]<sup>32</sup>. Depuis que la révolution tua le catholicisme en tant que foi sincère et libre, on a voulu le ressusciter comme outil politique dans le système centralisateur universel, où tous les aspects de la vie politique et privée sont absorbés par le pouvoir prépondérant de l'Etat. Ainsi l'Eglise catholique en France a [acquis] une position nouvelle et tout à fait singulière, en fait à peu près identique à celle de l'Eglise Orthodoxe en Russie. On est prêt à lui concéder le premier rang à toutes occasions solennelles, elle jouit du respect, est privilégiée vis-à-vis de toutes les autres confessions et fortement protégée par l'Etat, mais à la condition de le servir et de lui obéir, et de conserver vis-à-vis de l'Etat seulement l'apparence de liberté.

Il est fort fâcheux et humiliant pour une Eglise qui, convaincue de sa mission de dicter les lois et habituée à commander, ne supporte qu'avec impatience cette tutelle et cette protection et, loin de [remercier l'Etat] de tant de sollicitude, le déteste et devient son ennemi naturel et acharné. Ce n'est point un Etat à son goût. Il provient de la révolution, l'Eglise le sait bien, et quoiqu'il se donne un air d'orthodoxie, il ne réussira jamais à duper l'Eglise qui voit en lui un fils de la révolution, sans doute traître et ingrat, mais en même temps naturel. Elle aimerait bien le renverser<sup>33</sup> et le remplacer par un autre ordre selon son goût, mais elle [n'ose pas]<sup>34</sup>. Et elle ne l'ose pas parce qu'elle n'ignore point que, cet ordre une fois renversé, l'Eglise elle-même, qui n'est liée à la France que par des liens artificiels, va disparaître au même moment du sol français, et non seulement du sol français mais de celui de l'Europe entière. Car l'Etat qui à présent règne en France est la digue principale que la réaction oppose à la révolution et cette digue une fois détruite, la révolution va triompher en Europe. Mais le triomphe de la révolution, c'est la mort de l'Eglise

---

<sup>31</sup> Traduction de l'IISG : « avec beaucoup de réflexion » (mogen öfverläggning).

<sup>32</sup> Traduction de l'IISG : « Et c'est le but et l'essentiel depuis le concordat conclu par Napoléon avec le Pape ». (Le texte suédois : « Detta är ändamålet och hufvudsaken, till och med i det af Napoleon I med påfven afslutna konkordatet ».)

Négocié dès 1799, le concordat entre l'empereur et le pape signé en 1801 restitue au christianisme une place dominante dans la société. Le régime concordataire organisera les rapports entre les différentes religions et l'Etat de 1801 à 1905.

<sup>33</sup> IISG : bouleverser (omstörta).

<sup>34</sup> IISG : « ne le risque pas » (hon vågar ej detta).

catholique et romaine, plus encore, la mort de toute Eglise. C'est la raison pour laquelle les Eglises protestantes et même l'Eglise orthodoxe grecque, quoiqu'elles détestent l'Eglise catholique, néanmoins [feront] tout leur mieux pour la conserver ; c'est pourquoi l'Eglise catholique, quoique détestant de tout son cœur l'Etat présent en France, fait et fera tout son mieux pour le conserver. Elle est forcément loyale, mais le considère comme un mal indispensable pour sa propre conservation et son bien-être. Mais bien qu'elle le supporte, elle ne réussira jamais à dompter et à cacher tout à fait sa mauvaise humeur et son indignation vis-à-vis de l'Etat et toujours, quand elle croira pouvoir le faire sans trop grand risque pour elle-même et pour l'Etat, elle ne [manquera] pas de le compromettre, de le contrecarrer et de lui jouer toutes sortes de vilains tours, cherchant toujours à le soumettre à ses buts particuliers, tant que ceux-ci ne correspondent pas aux intérêts de l'Etat-même. L'Etat, de son côté, ne peut pas se [passer] de l'Eglise, mais il s'en méfie, parce qu'il se sait bien détesté d'elle et en même temps perdu, s'il se laissait mener par sa bride. A présent l'Etat en France se trouve [sous] une double dépendance, il dépend de l'Eglise, dont il s'appelle avec hypocrisie le fils, [mais aussi] de la révolution, qui est sa mère, une mère abandonnée et trahie. Dans cette situation doublement fausse, il joue l'une contre l'autre pour qu'elles se paralysent réciproquement <sup>35</sup>.

(à suivre)

\*\*\*\*\*

## **Lettre d'un démocrate**

*Bruxelles*, décembre

L'Etat qui se trouve constitué depuis l'avènement au pouvoir de Napoléon I<sup>er</sup> jusqu'à nos jours, n'a comme fondement nul principe organique, national : c'est un fait dont l'existence faute de causes positives s'appuie sur de fortes bases négatives, p.e. peur, résignation, scepticisme chez la bourgeoisie, la classe dominante de nos jours, sur son impotence complète à mener à bonne fin le développement des principes révolutionnaires. En ces beaux moments où l'Etat français s'humanise et

---

<sup>35</sup> IISG : « il joue un double jeu et les il joue le jeu de l'oppression maintes fois sur les deux et les soulève l'une contre l'autre pour les paralyser l'une par l'autre. »

joue le libéral, il se vante de résulter des principes de 1789, dont il prétend continuer l'œuvre d'émancipation. Mais c'est un mensonge dangereux ou du moins une très grande illusion. Qu'y a-t-il de commun entre l'esprit limité, formaliste, subalterne, despotique qui l'anime, et cette grande flamme de liberté qui anima et enflamma si profondément le peuple français en 1789, que dis-je, toutes les nations de l'Europe ? Ouvrez les cahiers de doléances des provinces avec leurs plaintes et exigences, qui furent soumis par toutes les provinces, toutes les communes de la France durant cette élection à jamais ineffaçable, qui précéda la grande révolution ; lisez tous les discours qui furent prononcés à la première *assemblée nationale* ; et vous y pressentissez l'amour de la liberté, la foi dans la liberté dont vous cherchez de nos jours en vain la moindre trace dans cette France domptée, tracassée par la police officielle bourgeoise.

Alors la liberté fut le mot le plus saint, le plus haut, un mot tout-puissant et magique, capable d'agiter et de transformer le monde – et à cette époque on ne craignait ni l'agitation, ni la transformation – on ne craignait que l'immobilité et le repos dans l'esclavage ; alors on honorait la liberté même plus que la légalité. Mais la logique des principes de la révolution est inamovible, son tour va venir, *car il n'y a pas de liberté véritable sans égalité* ; et ce fut la mission de la convention nationale, de l'avoir compris et exigé. Egalité ! Mot dangereux, qui pour ne pas rester vide de sens doit ramener à ses bases non seulement le monde politique, mais en même temps social en Europe. C'est l'ultime jugement, où, suivant l'Évangile, les derniers seront les premiers ; un mot aussi dangereux pour la bourgeoisie que pour l'aristocratie ; parce que les bourgeois préfèrent ignorer les libertés réelles sauf pour eux-mêmes, c.à.d. pour ceux qui possèdent quelque chose, en excluant les innombrables millions qui travaillent sans posséder ; il leur faut, en conséquence naturelle, détester et craindre l'égalité, tout comme les autres castes privilégiées. Il est vrai que le parti montagnard qui représentait dans la convention nationale la pure pensée révolutionnaire, [que] tous ces célèbres *zélotes de l'égalité*, cherchant la liberté dans l'égalité, eux-mêmes provenaient de la classe bourgeoise. Mais leurs pensées étaient obstinément dirigées contre l'exclusivité du troisième état, et cet état prit sa revanche en les renversant le 9 thermidor. Dès lors la révolution temporairement vaincue, tomba des mains de la convention ainsi punie, dans les mains impures du directoire, qui la remit, déjà enchaînée, au des-

potisme du premier consul et premier empereur. On avait oublié la liberté, diffamé et banni l'égalité. Que restait-il pour la France de toute cette orgie <sup>36</sup> révolutionnaire ? La fatigue – l'effroi de la bourgeoisie, cherchant le repos et la sécurité ; désirant jouir en paix de ses privilèges et des biens nationaux achetés à bon marché, elle demanda à haute voix un protecteur, un seigneur. Il ne resta plus que l'unité.

Ce désir de l'unité est le désir le plus vieux de la France moderne. D'abord favorisé par le despotisme des rois, il fut le précurseur de la révolution ; d'abord la révolution lui sut gré de ses victoires définitives et curieusement, elle ne sortit de la révolution que pour l'étouffer. En fait il n'y a rien de plus naturel car rien n'est si contraire à la liberté que cette unité mécanique, uniforme, centralisatrice, à laquelle, en un mot, les plus grands esprits du 18<sup>e</sup> siècle songeaient. Ces esprits aimant les systèmes, qui ne comprirent pas que la vie, qui est mille fois plus originale et plus riche que le meilleur système que l'imagination humaine puisse produire, ne peut se soumettre à personne sans déchoir. La liberté, la vie, n'excluent ni l'unité ni l'ordre, mais cet ordre et cette unité proviennent de la vie et de la liberté et en sont l'apogée, et non l'origine et la source, parce que rien de vivant ne peut surgir d'un système inventé d'avance par la raison humaine, et l'ordre réglé par anticipation ne peut conduire à nul autre qu'à l'esclavage. C'est ce que la révolution française nous a prouvé de façon convaincante. Durant les grands jours de renaissance de la liberté, en 1789, la France se reconnut comme une et désira rester une. Cette forte volonté nationale fut reconnue et réalisée par les décrets de l'Assemblée Nationale. Dans la nuit mémorable du 4 août, lorsque l'on crut pour un moment en finir avec toutes les injustices qui séparaient les actions et les gens, avec toutes les barrières, qui ralentissaient et paralysaient la liberté non seulement en France mais dans toute l'Europe, où l'on se fit entraîner et ne put que se faire entraîner par l'exemple de la France, au cours de cette nuit les représentants de tous les pays, qui constituaient la France, sacrifièrent d'un seul éclat noble et unanime tous privilèges, toutes les coutumes et droits différents séparant les provinces les unes des autres, et proclamèrent une France une et indivisible. La liberté semble créer l'unité – on eut tant de confiance en la puissance tout à fait nouvelle de la liberté que l'on ne craignit pas de créer une forte unité, oubliant qu'il y eut un

---

<sup>36</sup> IISG « tout cet orge ».

abîme entre l'union organique et l'unité mécanique et autant le premier est le complément nécessaire de la liberté, autant le deuxième en fut et en sera toujours la négation absolue.

L'Assemblée Nationale créa les premiers fondements d'une forte unité mécanique en France. Elle ne se contenta pas d'égaliser les droits des provinces et de détruire les barrières qui les séparaient les unes des autres, elle anéantit la division ancienne, naturelle et historique de la nation en provinces et introduisit à la place la division artificielle et tout à fait mécanique en départements, dont les frontières n'avaient d'autre raison d'existence que d'exister dans les esprits de quelques hommes d'Etat comme Mirabeau, Monnier, Malmet, l'Abbé Sieyès et quelques autres administrateurs et doctrinaires de génie, qui voulaient tailler la France selon leur système et qui au fond de leurs cœurs s'intéressaient beaucoup plus à la puissance extérieure de la France qu'à sa liberté. Jusqu'alors la vie intellectuelle et morale, politique et sociale de la nation française n'était pas tout à fait concentrée à Paris, mais restait presque également répartie sur le pays entier, dans grands centres d'un autre ordre qui formaient les capitales des provinces. Mais après leur destruction systématique elle a quitté le pays et, se portant tout à fait sur Paris, la première et unique capitale, le munit de cette prépondérance affreuse, qui alors devint le malheur de la France et reste encore de nos jours la cause première de son esclavage ; tant [que] cette puissance exagérée subsistera, il suffit de devenir maître de Paris pour soumettre toute la France. Ce fut le premier pas, le premier pas décisif vers cette centralisation politique abominable, qui non seulement rend la liberté impossible en France, mais de plus menace en permanence la liberté en Europe. L'Assemblée Constituante s'aperçut du danger et essaya de le diminuer en donnant une autonomie presque totale à chaque commune et en ordonnant que les nouveaux départements soient gouvernés par les employés et les conseils généraux, avec indépendance réelle en tout ce qui concerne l'administration intérieure. L'expérience prouve que ce n'était pas assez. On ne crée pas selon le plaisir, et pour ainsi dire d'une manière mécanique, des autonomies provinciales qui ne peuvent être réelles et vivantes, lorsqu'elles ne sont pas créées organiquement par l'histoire et fondées sur les caractères différents du peuple <sup>37</sup>, sur ses traditions, sur ses coutumes et

---

<sup>37</sup> On songe à Hegel : Qui doit faire la Constitution ? demande-t-il dans les *Principes de la Philosophie du Droit* : « Vouloir donner *a priori* une constitution à un

mœurs, pas moins que sur ses intérêts et besoins locaux. Il est impossible d'improviser tout cela d'un trait de plume quelque éloquent et patriotique qu'il soit. On ne soumet pas la vie à l'arbitraire. Les nouveaux départements restèrent ainsi sans vie, c'étaient des autonomies ingénieusement imaginées mais sans aucune faculté de se mouvoir ; des machines très commodes pour la centralisation bureaucratique, mais par là incapables de conserver contre celle-ci la liberté de la France.

Les Girondins, c'est le nom que l'on préférerait pour le parti de la liberté de la Convention Nationale, comprirent cela et conçurent l'idée de restituer la division naturelle et historique de la France en provinces, avec la différence importante, de donner au lieu des états provinciaux, essentiellement monarchiques et privilégiés, à chacune d'elles une constitution intérieure, libre, sur le principe d'élection nationale et de les lier organiquement dans un lien national par une constitution politique, puissante. Ce fut une idée bonne et juste mais irréalisable pour l'époque. Elle dut échouer pour plusieurs raisons, en premier lieu parce que suivant les intentions des Girondins, ce projet était chargé de graves fautes et portait l'empreinte d'un esprit aristocratique particulier. Le parti des Girondins comprenait presque unanimement des cœurs nobles, dévoués corps et âme à la cause sacrée de la liberté. C'était le parti le plus intelligent de la Convention Nationale, l'expression la plus riche, la plus universelle et la plus heureuse de l'esprit du siècle, non seulement en France mais en Europe, et comme on sait, les génies ne manquaient pas au 18<sup>e</sup> siècle. Les Girondins ne comprirent quand-même pas comment prendre garde d'une fausse route, où même les gens les plus intelligents allaient s'égarer, c.à.d. le mépris et la méfiance des masses populaires, un mépris et une méfiance qui se fondent dans leur ignorance nécessaire. Ils ne se fièrent qu'en l'esprit cultivé et versé et méprisèrent l'esprit naturel et pratique du peuple qui, quoique manquant de culture et de formes artistiques et érudités, n'est pas moins réel, ferme et énergique, et souvent plus riche en pressentiment et instinct qu'un esprit surchargé et opprimé par des connaissances inutiles, affaibli et accablé par la discipline pédante des gens instruits. Ce furent ce que l'on appelle en un mot les *aristocrates de l'intelligence*.

---

peuple, même si par son contenu, cette constitution est plus ou moins rationnelle, c'est une initiative singulière, qui néglige précisément l'élément qui fait d'elle plus qu'une simple vue de l'esprit. Chaque peuple a, par conséquent, la constitution qui lui est appropriée et qui lui convient. » § 274. (Vrin.)

Ceux-ci veulent tout pour le peuple mais *rien ou à peu près rien par le peuple*. Eux-mêmes nobles et libres de tous calculs ambitieux, ils ignoraient que l'on ne trouve rien d'aussi asthmatique, d'aussi las et en même temps d'aussi pauvre d'esprit et vide de noblesse, d'aussi accablant, tyrannique et inquiétant pour les masses populaires qu'un groupe ou une classe de gens qui, en occupant envers eux la position des représentants accrédités et éclairés, pour cela les prennent pour condamnés aux ténèbres éternelles et par conséquence à l'esclavage éternel.

Que l'on n'objecte pas que l'aristocratie de l'intelligence ne serait que par hasard une aristocratie qui elle-même cherche à se diffuser et à disparaître en propageant les lumières parmi les masses. Une telle assertion contredirait tout ce que l'on sait de la nature humaine, tout ce que l'histoire nous enseigne. Tous les droits exclusifs, tout privilège, tendent toujours à se conserver et à se concentrer. Prenez un groupe d'hommes capables, et mettez-les pendant un certain temps dans une position privilégiée, exclusive, et ils deviennent mauvais. Mettez toute l'humanité à genoux devant un homme de génie et il s'y laissera prendre. L'homme est intelligent et bon tant qu'il ne se considère pas supérieur aux autres et il n'est un génie vivant et utile que tant que son intelligence et ses actions sont les expressions de l'esprit et de la volonté du monde entier. D'autre part, l'histoire nous prouve que les castes n'ont produit que des parias et que les académies scientifiques, artistiques et littéraires, une sorte de corps avec brevet d'intelligence, au lieu de servir son cours et son progrès, l'ont toujours fixée et au lieu de répandre les lumières dans les masses populaires, les ont toujours conservées pour elles-mêmes en excluant strictement toute autre église et toute autre coterie.

<b>Avertissement .....</b>	<b>1</b>
<b>1864. – Lettre d'un démocrate. ....</b>	<b>1</b>
<b>I. ....</b>	<b>1</b>
<b>II. ....</b>	<b>10</b>
<b>III. ....</b>	<b>17</b>
<b>1864. – Lettre d'un démocrate .....</b>	<b>22</b>
<b>1864. – Lettre d'un Démocrate. ....</b>	<b>25</b>
<b>Lettre d'un démocrate .....</b>	<b>28</b>
<b>Lettre d'un démocrate .....</b>	<b>35</b>